



RAPPORT ANNUEL

2017



-  BENIN
-  **BURKINA FASO**
-  CÔTE D'IVOIRE
-  MALI
-  SÉNÉGAL
-  TOGO



1^{ère} Banque Certifiée ISO 9001 2015
BURKINA FASO

Toujours en position avant-gardiste, nous sommes prêts à relever de nouveaux défis avec vous.

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	4
FAITS MARQUANTS 2017.....	7
ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE	8
ANALYSE DE L'ACTIVITE ET DES RESULTATS	12
RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES ACTIONNAIRES	25
RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES RÉMUNÉRATIONS EXCEPTIONNELLES ACCORDÉES AUX MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	30
RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES	32
PERSPECTIVES.....	35

Vision

Être la banque de **référence** en
Afrique dans l'accompagnement
des **PME**.



Mesdames, Messieurs,

Depuis sa création en 2008, Coris Bank International (CBI SA) continue de se frayer son chemin et d'enregistrer année après année, des avancées remarquables et ce, dans un environnement difficile et en mutation permanente. En effet, au terme de l'exercice 2017, la Banque affiche d'excellentes performances et consolide sa place de leader sur le marché bancaire Burkinabè, selon sa taille de bilan, ses encours de dépôts et de financements ainsi que ses résultats.

Ainsi, le Total Bilan s'accroît de 27,9% en passant de 885 milliards de FCFA en 2016 à 1 132 milliards de FCFA à fin 2017. La forte dynamique de collecte a permis de booster de 47,9% l'encours des dépôts de la clientèle, avec 620,5 milliards de FCFA de ressources mobilisées au terme de l'exercice 2017. Avec ce niveau de ressources, CBI SA est restée très active dans le financement de l'économie, portant son encours de crédits nets à 542,1 milliards de FCFA, après une hausse annuelle de 31,2%.

Fondant son développement sur l'innovation, la proximité, la disponibilité et la satisfaction du client, CBI SA a vu son portefeuille clientèle croître de 14,3% au cours de l'exercice, pour atteindre 282 477 clients à fin décembre 2017.

Le Produit Net Bancaire s'est établi à 45,3 milliards, en augmentation de 34,9% sur l'exercice, avec une bonne contribution des marges clientèle et de trésorerie. Le

Résultat Net observe une évolution de 19,5% en 2017 pour se situer à 19,6 milliards de FCFA au terme de l'exercice.

Première banque certifiée ISO 9001 Version 2008 en 2010 et ISO 9001 Version 2015 en 2016, CBI SA a aussi remporté en 2017 le prestigieux Prix de l'Excellence dans la Qualité décerné par l'Association Burkinabè pour le Management de la Qualité (ABMAQ).

Ces réalisations découlent non seulement de la pertinence des choix stratégiques, mais aussi du travail et de la détermination de l'ensemble de nos collaborateurs, ainsi que la confiance du marché et de nos partenaires.

Les perspectives de CBI SA pour 2018 s'annoncent favorablement, avec l'amorce de la mise en œuvre du nouveau plan stratégique 2018 – 2022. Ainsi, malgré un contexte concurrentiel, commercial et réglementaire sans cesse changeant, la banque va maintenir voire accentuer ses efforts de mobilisation de dépôts et de concours à l'économie, en tirant parti des opportunités offertes par le marché et le Groupe et en plaçant toujours le client au cœur de ses actions. Pour ce faire, un coup d'accélérateur sera apporté au processus de transformation digitale et au lancement de nouvelles solutions innovantes afin de répondre aux attentes de sa clientèle.

A l'orée de nos 10 années d'existence et alors qu'émergeront à coup sûr de nouveaux défis encore plus grands, nous exprimons nos sincères remerciements à l'ensemble de nos collaborateurs pour leur engagement et leur dévouement avec nos vifs encouragements à redoubler d'efforts, ainsi qu'à nos clients et nos partenaires.

Le Président du Conseil d'Administration

Idrissa NASSA

BURKINA FASO | 2008 - 2018



INNOVATIONS ET TRANSFORMATION



Fondés sur les traditions d'échanges, nous offrons les meilleures solutions financières grâce auxquelles les hommes et les femmes porteurs d'ambitions construisent l'Afrique moderne

FAITS MARQUANTS 2017

1	Augmentation du capital de Coris Bank International SA de 25 milliards à 31,250 milliards	Janvier
2	Remise du trophée TIEMOKO Marc Garango au Président du Conseil d'Administration	Janvier
3	Lancement de Coris Bank International, Succursale du Bénin	Février
4	Retraite Stratégique - Coris Days Gaoua	Mars
5	Prix de la coopération Sud-Sud au Maroc	Mars
6	Modification dans la gouvernance de la Banque avec la scission du poste du Président du Conseil d'Administration et la nomination d'un Directeur Général	Avril
7	Tenue de l'Assemblée Générale Mixte des Actionnaires	Mai
8	Signature d'une ligne de financement de 15 millions de dollars avec la Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique (BADEA)	Mai
9	Signature d'une convention de ligne de crédit de 25 milliards de FCFA avec la Banque Africaine de Développement (BAD)	Juillet
10	Mission du Cabinet Ernst and Young pour une étude d'impact du nouveau dispositif réglementaire Bâle II et Bâle III	Juillet
11	Mission d'inspection de la Commission Bancaire de l'UMOA	Juillet
12	Réaménagement de l'organigramme de la Banque	Août
13	Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires et augmentation du capital à 32 milliards de FCFA et fractionnement de l'action CBIBF	Septembre
14	Relèvement de la note financière à BBB+ par la West African Rating Agency (WARA)	Septembre
15	Mission de surveillance du Système de Management de la Qualité ISO 9001 – 2015 par la British Standards Institution	Octobre
16	Mission de la BCEAO sur les conditions de banque	Octobre
17	Ouverture de l'agence Académia, 2 ^{ème} agence de la ville de Koudougou	Octobre
18	CBI SA lauréate du Prix Burkinabè de la Qualité à l'occasion des Journées Nationales de la Qualité 2017 organisées par l'Association Burkinabè du Management de la Qualité (ABMAQ)	Novembre
19	Mission spécifique d'évaluation de l'état de préparation au passage vers le Plan Comptable Révisé (PCB) par la Commission Bancaire de l'UMOA	Décembre



ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE

■ Au niveau mondial

La reprise en cours depuis le milieu de 2016 a continué à s'affermir. En 2017, environ 120 pays, qui représentent trois quarts du PIB mondial, ont enregistré une accélération de leur croissance sur un an : il s'agit de l'accélération de la croissance mondiale la plus large depuis 2010. Selon la mise à jour des projections sur les perspectives de l'économie mondiale (PEM) parue en janvier 2018, la production mondiale a progressé de **3,7%** en 2017, soit **0,1** point de plus que prévu dans l'édition précédente. Cette accélération de la croissance serait généralisée, avec des révisions à la hausse notables en Europe et en Asie. Le commerce mondial a progressé vivement ces derniers mois, grâce à une augmentation de l'investissement, en particulier dans les pays avancés, et de la production manufacturière en Asie. Les prix du baril du pétrole ont augmenté d'environ **20%** entre août, octobre et mi-décembre 2017 pour s'établir au-dessus de **60 dollars** le baril avec une nouvelle augmentation en janvier 2018. L'augmentation des prix des carburants a fait monter l'inflation globale dans les pays avancés, mais la hausse des salaires et l'inflation hors alimentation et énergie demeurent faibles. Dans les pays émergents, l'inflation globale et l'inflation hors alimentation et énergie se sont rehaussées après avoir baissé plus tôt.

Le dollar américain s'est affaibli en valeur effective réelle de plus de **7%** entre mars et mi-septembre 2017 tandis que l'euro et le dollar canadien se sont appréciés de **6%** du fait de l'amélioration des perspectives de croissance et du relèvement des taux directeurs au Canada.

Les prévisions de croissance mondiale en 2018 et en 2019 ont été révisées à la hausse de **0,2** point, à **3,9%**, en raison d'une dynamique de croissance plus forte et des effets attendus des modifications de la politique fiscale américaine qui ont été approuvées récemment.

■ Etats Unis

La prévision de croissance pour les États-Unis a été révisée à la hausse du fait d'une activité plus vigoureuse que prévue en 2017, d'une demande extérieure supérieure aux prévisions et de l'impact macroéconomique attendu de la réforme fiscale. La réforme fiscale devrait donc stimuler l'activité à court terme aux États-Unis.

En conséquence, une demande intérieure plus vigoureuse devrait accroître les importations et creuser le déficit des transactions extérieures courantes. Globalement, les modifications de la politique économique devraient contribuer à la croissance jusqu'à la fin de 2020. La prévision de croissance a été rehaussée de **2,2%** à **2,3%** pour 2017 et de **2,3%** à **2,7%** pour 2018 contre **1,7%** de croissance en 2016. La réaction de l'inflation à une augmentation de la demande intérieure devrait être modérée étant donné que les prix hors alimentation et énergie ont été peu sensibles aux variations des capacités inemployées ces dernières années et que le rythme des relèvements des taux directeurs par la Réserve fédérale est un peu plus soutenu et aucune appréciation notable du dollar. Selon la Commission conjointe du Congrès sur la fiscalité, la réforme du code des impôts devrait réduire le taux d'imposition moyen qui est appliqué aux ménages américains à revenus élevés par rapport aux taux appliqués aux ménages à revenus moyens ou faibles, en particulier à moyen terme.

■ Zone Euro

Dans la zone euro, l'affermissement de la consommation privée, de l'investissement et de la demande extérieure a stimulé la croissance globale au premier semestre de l'année 2017. Le taux de croissance de la zone pour 2017, projeté à **2,1%** en octobre dernier a été révisé à **2,4%** dans la mise à jour du Fonds Monétaire International sur les PEM à la mi-décembre 2017. La croissance de la zone a été de **1,8%** pour l'année 2016. Les taux de croissance pour beaucoup de pays de la zone euro ont été révisés à la hausse, en particulier pour l'Allemagne, la France, l'Italie et les Pays-Bas entre octobre et mi-décembre 2017. Cette accélération de la croissance s'explique principalement par une progression des exportations dans le contexte de l'augmentation plus large des échanges commerciaux mondiaux et par la vigueur persistante de la croissance de la demande intérieure grâce à des conditions financières accommodantes sur fond de diminution du risque politique et de l'incertitude entourant l'action gouvernementale.

Les perspectives à moyen terme de la zone euro restent modérées, parce que la croissance potentielle prévue est freinée par la faiblesse de la productivité, l'évolution défavorable de

la démographie et, dans certains pays, le surendettement public et privé. Pour 2018, la zone euro devrait enregistrer une croissance de **2,2%**.

■ Amérique Latine et Caraïbes

En Amérique latine et dans les Caraïbes, après une contraction de près de **1%** en 2016, le PIB réel devrait progresser de **1,3%** en 2017 et de **1,9%** en 2018. Bien que la croissance résiste bien en Amérique centrale et s'affermi, en moyenne, dans les Caraïbes, la demande intérieure continue d'être inférieure à la moyenne dans une bonne partie du reste de la région, et quelques facteurs idiosyncratiques font varier les perspectives d'un pays à l'autre.

■ Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan

Dans la région du Moyen-Orient, de l'Afrique du Nord, de l'Afghanistan et du Pakistan, la croissance devrait ralentir notablement en 2017, à **2,6%** (contre **5,0%** en 2016), du fait d'un ralentissement dans la République Islamique d'Iran après une croissance très rapide en 2016 et de baisses de la production pétrolière dans les pays exportateurs jusqu'à fin mars 2018 dans le cadre de l'accord de l'OPEP qui a été prolongé. En 2018, la croissance devrait passer à **3,5%**, principalement grâce à un affermissement de la demande intérieure dans les pays importateurs de pétrole et à un rebond de la production de pétrole dans les pays exportateurs. Cependant, l'insécurité régionale et les risques géopolitiques continuent d'assombrir les perspectives.

■ Afrique Subsaharienne

En Afrique subsaharienne, la croissance devrait passer de **1,4%** en 2016 et atteindre **2,7%** en 2017 et **3,3%** en 2018 avec des différences considérables d'un pays à l'autre. Les risques de dégradation ont augmenté en raison de facteurs idiosyncratiques dans les plus grandes économies de la région et de retards dans la mise en œuvre des ajustements des politiques économiques.

Au-delà du court terme, la croissance devrait s'accélérer progressivement, mais dépasser à peine la croissance de la population, car les besoins considérables d'assainissement pèsent sur les dépenses publiques.

Le Nigéria devrait sortir de la récession de 2016 causée par le bas niveau des prix du pétrole et la perturbation de la production pétrolière. En 2017, la croissance du pays devrait atteindre **0,8%**, en raison du redressement de la production pétrolière et de la vigueur actuelle du secteur agricole.

Sources :

- *Perspectives et Politiques Economiques Mondiales*, FMI, Octobre 2017
- *Mise à jour des PEM*, FMI, janvier 2018

■ UEMOA

L'Union devrait enregistrer une croissance économique de **6,8%** contre **6,6%** en 2016 et **6,3%** en 2015. L'activité économique se déroulerait dans un contexte de stabilité des prix avec un taux d'inflation de **0,8%** contre **0,3%** en 2016, en liaison avec la baisse des prix du pétrole et les bonnes campagnes agricoles dans la plupart des Etats membres. Pour 2018, il est attendu un taux de croissance de **6,9%** dans l'UEMOA. Tous les Etats membres enregistreraient une croissance supérieure ou égale à **5%** en 2017. Par pays, le taux de croissance se présenterait comme suit : Bénin (**5,4%**), Burkina Faso (**6,9%**), Côte d'Ivoire (**8,1%**), Guinée-Bissau (**5,9%**), Mali (**5,3%**), Niger (**5,2%**), Sénégal (**6,8%**) et Togo (**5,0%**). Cette bonne tenue de l'activité économique dans l'Union s'explique par les résultats positifs au niveau du secteur primaire, le dynamisme du BTP et le maintien des performances au niveau des transports et communications.

■ Bourse Régionale de Valeurs Mobilières (BRVM)

Pour la seconde année consécutive, la bourse régionale observe une baisse de ses deux (2) principaux indices. Après la baisse de **3,9%** enregistrée à la clôture de l'exercice 2016, le repli des cours s'est accentué tout au long de l'année 2017. Ainsi, l'indice **BRVM-10** est passé de **261,95** points à fin décembre 2016 à **219,65** points à fin décembre 2017, soit une baisse considérable de **16,15%**. Pour sa part, l'indice BRVM-Composite a régressé de **16,81%** en passant de **292,17** points le 31/12/2016 à **243,06** points le 31/12/2017. La capitalisation boursière du marché d'actions est passée de **7 706,27 milliards** de FCFA à fin 2016 à **6 836,23 milliards** de FCFA à fin 2017. La capitalisation boursière des obligations s'est

affichée à **2 969,53 milliards** de FCFA au 31 décembre 2017 contre **2 509,26 milliards** de FCFA à fin 2016, soit une hausse de **18,34%**.

■ Burkina Faso

La croissance a repris en 2016 et en 2017, après deux années d'instabilité politique, de mauvaise pluviométrie et de cours assez faibles des matières premières. En 2018, elle se maintiendra à un niveau élevé, poussée par la production aurifère et les investissements publics. La construction d'une autoroute reliant les capitales de la Côte d'Ivoire et du Burkina Faso (Yamoussoukro et Ouagadougou) devrait débuter en 2018. Le coût estimé du projet côté burkinabé est de **1 200 milliards** de FCFA (**1,83 milliard** d'euros) et sera vraisemblablement financé dans le cadre d'un partenariat public-privé (PPP). La BAD a approuvé le Document de Stratégie Pays (DSP) 2017-2021, qui entre dans le cadre du Plan National de Développement Economique et Social (PNDES) 2016-2020, qui favorisera la croissance en développant les secteurs de l'énergie et de l'agriculture. Ce dernier secteur sera favorisé par la mise en fonctionnement d'agropoles à Samendéni-Sourou et Bagré.

Le déficit budgétaire devrait cesser de se creuser et se maintenir à un niveau raisonnable en 2018, grâce aux dons, qui représentaient **18%** des recettes de l'État en 2016. Les recettes sont en constante croissance, notamment les taxes sur les biens et services. En face, les dépenses courantes ont augmenté de **31,4%** au deuxième trimestre de 2017.

Malgré l'augmentation des commandes de biens intermédiaires et d'équipements dans le cadre du PNDES, la facture d'importation ne devrait pas fortement augmenter, dépendant majoritairement du cours du pétrole, ainsi que de celui des produits alimentaires. L'or et le coton sont les deux principales exportations du pays (respectivement **64%** et **16,1%** en 2016). La dette extérieure publique (**23,2%** du PIB en 2016) reste principalement financée par des prêts concessionnels de bailleurs de fonds internationaux.

L'activité aurifère, la plus importante du pays, devrait continuer à être dynamique avec les résultats positifs des nouveaux entrants sur le

marché en 2017. La consommation privée sera soutenue par la stabilité des prix des denrées alimentaires, la baisse du chômage et la hausse des salaires réels. L'inflation, très sensible aux variations des prix alimentaires, donc aux conditions climatiques, devrait légèrement augmenter en 2018, mais sera contenue par la politique monétaire de l'UEMOA.

La mauvaise qualité des infrastructures, la difficulté d'accès au crédit et la fragilité du système financier contribuent à un environnement des affaires difficile (146e sur 190 selon l'étude Doing Business 2017 de la Banque Mondiale). La menace présentée par les groupes islamistes constitue un défi à la stabilité politique et un frein à l'investissement globalement en progrès.

Sources :

- Note de conjoncture économique dans l'UEMOA, N°37, Décembre 2017 ;
- Rapport semestriel d'exécution de la surveillance multilatérale, UEMOA, Juin 2017 ;
- Direction de la Prévision et des Etudes Economiques (DPEE) Sénégal ;
- Bourse Régionale de Valeurs Mobilières.

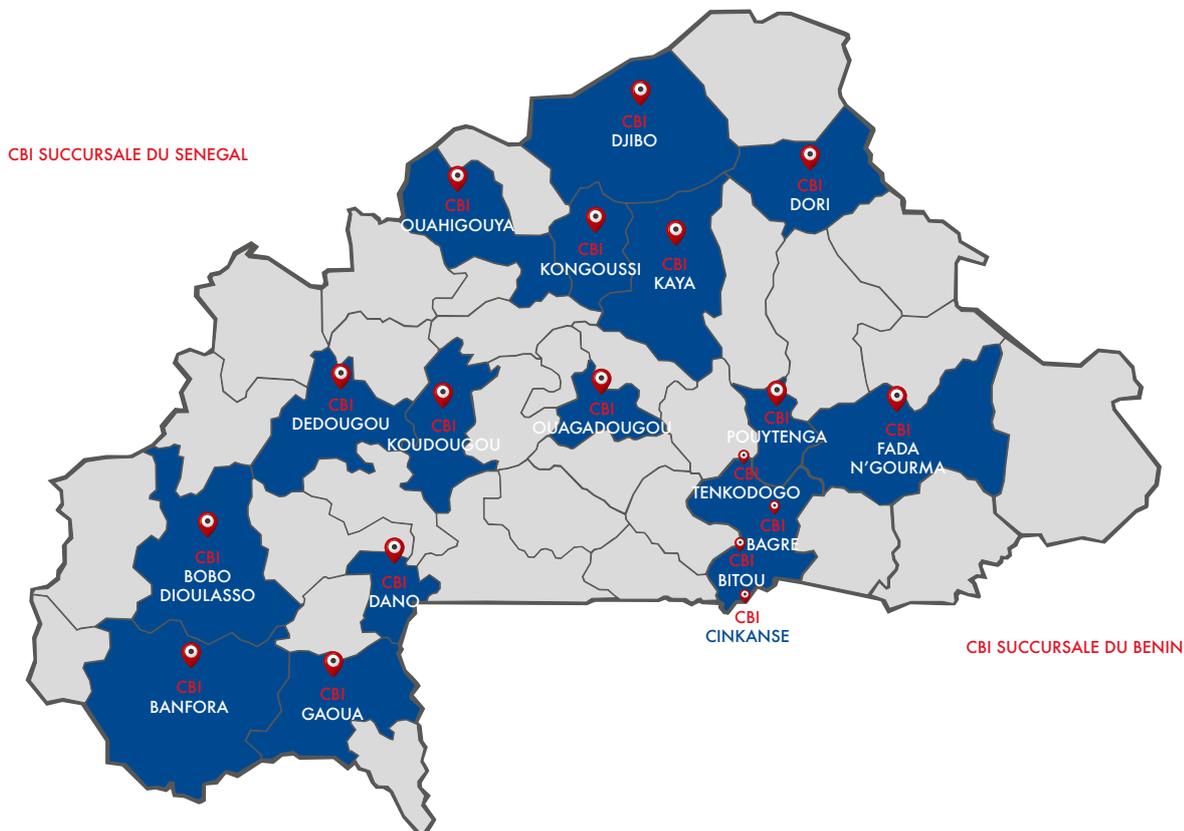


**ANALYSE DE L'ACTIVITE ET DES
RESULTATS**

L'ACTIVITE

Le Réseau

CBI : un engagement de proximité

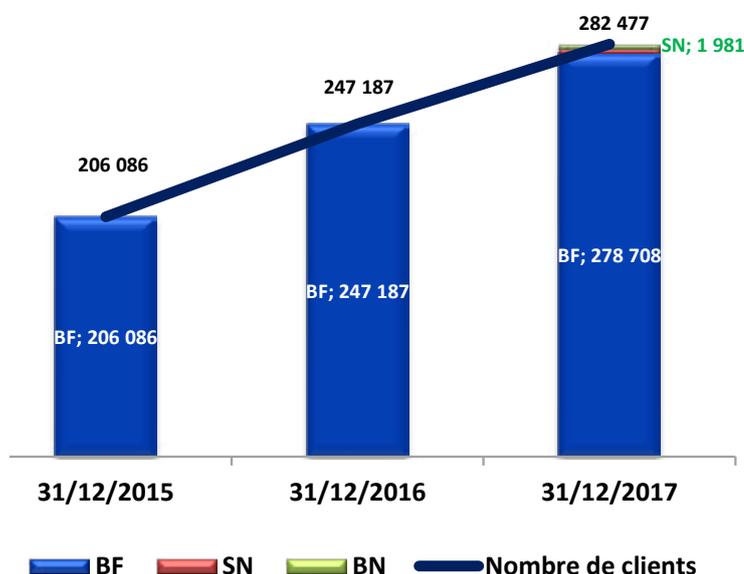


Le **réseau de distribution** de CBI SA comprend au 31 décembre 2017, **42** agences et **47** Distributeurs Automatique de Billets (DAB) au Burkina Faso. Les agences sont réparties dans 18 villes du Burkina Faso, dont 21 agences à Ouagadougou comprenant 01 agence dédiée à la Finance Islamique, et 19 agences en Province et 01 agence mobile.

Le réseau s'élargit encore plus avec la succursale du Sénégal qui compte **01** agence et **01** cash point et la succursale du Bénin avec **01** agence.

Le Fonds de Commerce

Evolution du nombre de clients



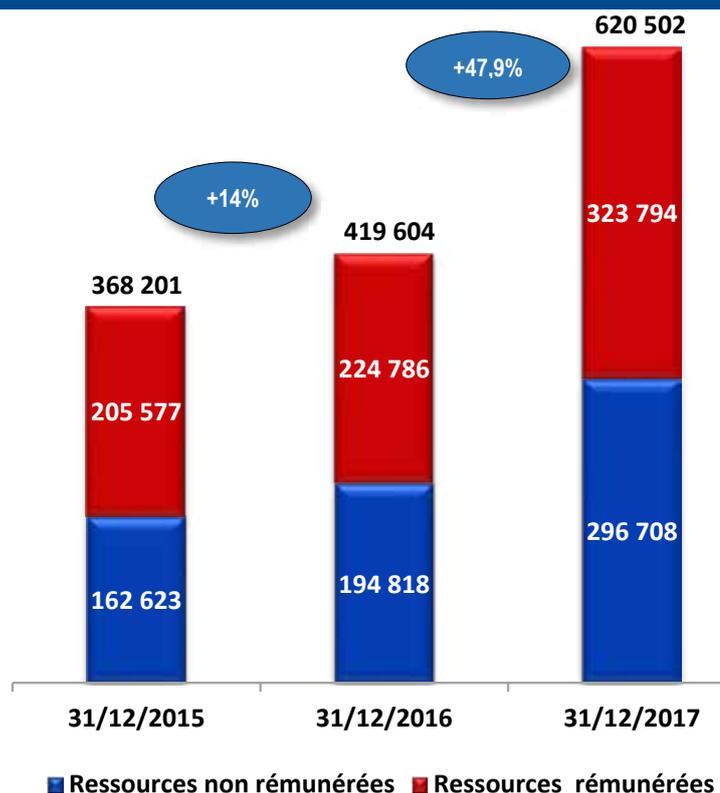
Le nombre de clients est passé de **247 187** au 31 décembre 2016 à **282 477** à fin décembre 2017, soit une conquête nette de **35 920 clients (+14,3%)**.

Au Burkina Faso, le fonds de commerce s'établit à **278 708 clients** et enregistre une croissance annuelle de **12,8% (+31 521 clients)** depuis fin 2016.

Celui de CBI Succursale du Sénégal se fixe à **1 981 clients** actifs à fin 2017 contre **1 788 clients** pour la succursale du Bénin.

Les Ressources Clientèle

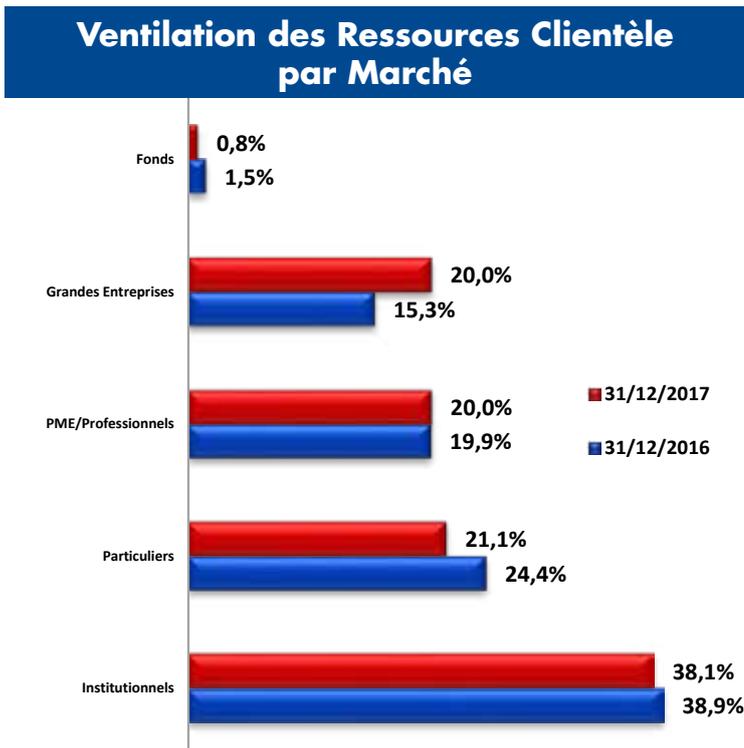
Ressources clientèle (en millions de FCFA)



Depuis fin décembre 2016, les ressources de la clientèle se sont accrues de **47,9%** (**+200,1 milliards**) pour s'établir à **620,5 milliards** à fin décembre 2017, tirées à la fois par les dépôts non rémunérés (**+101,9 milliards**) et par les dépôts rémunérés (**+99 milliards**).

Ce niveau de ressources clientèle comprend **12,4%** (**77,1 milliards**) d'encours pour les deux succursales, dont **8,7%** (**53,8 milliards**) pour celle du Bénin et **3,8%** (**23,3 milliards**) pour la succursale du Sénégal.

La Ventilation des Ressources Clientèle par Marché

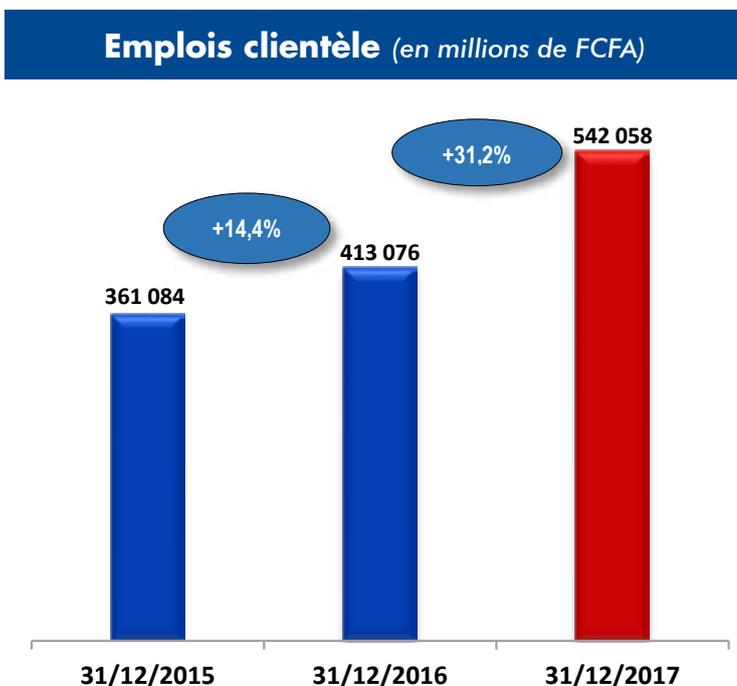


Les dépôts des Institutionnels, premiers pourvoyeurs des ressources de la Banque, représentaient **38,1%** de l'encours global de ressources au 31 décembre 2017 contre **38,9%** à fin 2016.

La part des particuliers dans l'encours global de ressources clientèle se situant à **21,1%** se replie de **3,3 points** par rapport au 31 décembre 2016.

Le segment des Grandes Entreprises et celui des PME/Professionnels représentent chacun **20%** de l'encours global des dépôts clientèle au 31 décembre 2017.

Les Emplois Clientèle

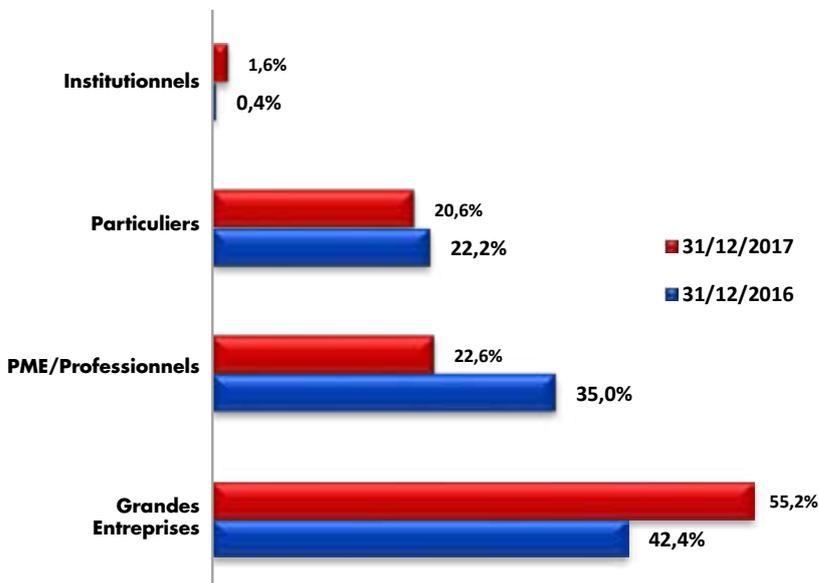


Par rapport à fin décembre 2016, les crédits nets consolidés ont progressé de **31,2%** (+129 milliards) pour atteindre **542,1 milliards**, grâce aux performances enregistrées sur les crédits à moyen et long terme (+72,6 milliards). Les crédits à court terme progressent en un an de **51 milliards**. Dans le même temps, les créances en souffrance nettes ont évolué de **5,2 milliards**.

Les deux succursales ont constitué **9,5%** (51,6 milliards) des crédits nets globaux, dont **5,5%** (30 milliards) pour la succursale du Bénin et **4%** (21,6 milliards) pour celle du Sénégal.

La Ventilation des Emplois Clientèle par Marché

Ventilation des Emplois Clientèle par Marché



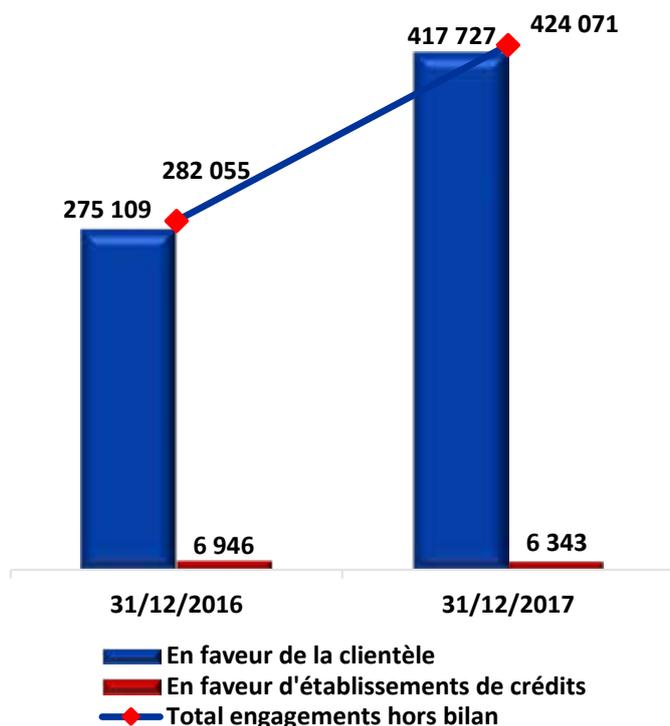
La dynamique commerciale sur le marché des Grandes Entreprises, premières utilisatrices des crédits par caisse, a fait évoluer la part des emplois du segment de **42,4%** à fin 2016 à **55,2%** au 31 décembre 2017.

Le marché des PME/Professionnels a vu ses parts dans l'encours de crédits nets se contracter, pour se situer à **22,6%** à fin 2017 contre **35%** à fin 2016.

Les parts des particuliers représentent **22,4%** et restent stables au 31 décembre 2017 comparativement à fin 2016.

Les Engagements Hors-Bilan

Engagements Hors-Bilan (en millions de FCFA)



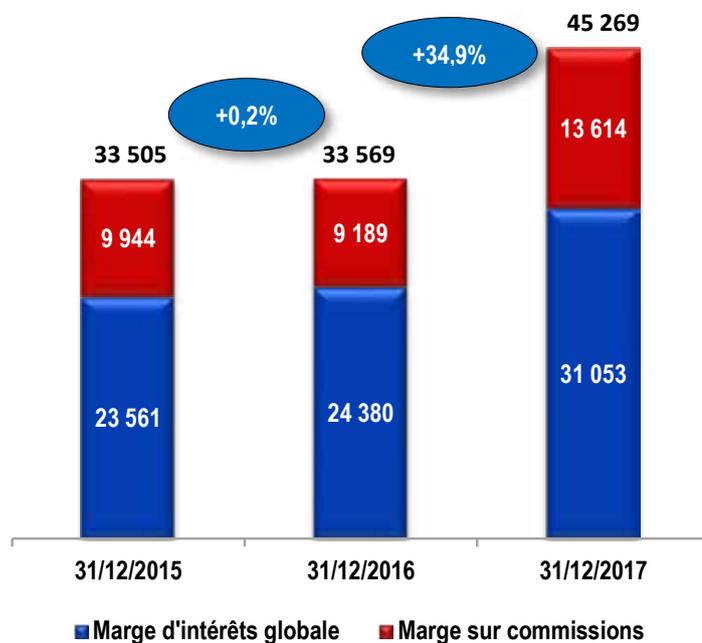
L'encours des engagements par signature donnés par CBI SA est passé de **282,1 milliards** en 2016 à **424,1 milliards** au 31 décembre 2017, soit **+50,4%** (**+142 milliards**) en un an. Les rubriques des engagements hors bilan qui ont soutenu cette croissance annuelle sont : les cautions (**+77,4 milliards**), les aval de traites (**+35,7 milliards**), les crédits documentaires (**+8,7 milliards**).

Les succursales du Sénégal et du Bénin enregistrent respectivement **15,9 milliards** et **8,6 milliards** d'engagements par signature à fin 2017.

LES RESULTATS

Le Produit Net Bancaire (PNB)

Produit Net Bancaire (en millions de FCFA)



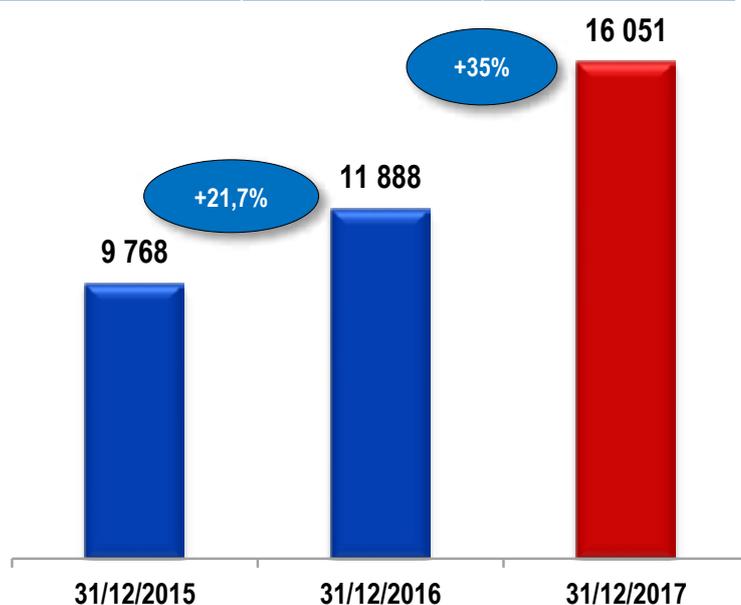
En hausse de **34,9%** (+11,7 milliards) comparativement à fin 2016, le Produit Net Bancaire consolidé s'est établi à **45,3 milliards** au 31 décembre 2017.

Les commissions ont contribué à **30,1%** dans la formation du PNB, contre **27,4%** au 31 décembre 2016.

Les deux succursales ont apporté **8,3%** (3,8 milliards) du PNB.

Les Charges Générales d'Exploitation

Charges Générales d'Exploitation (en millions de FCFA)



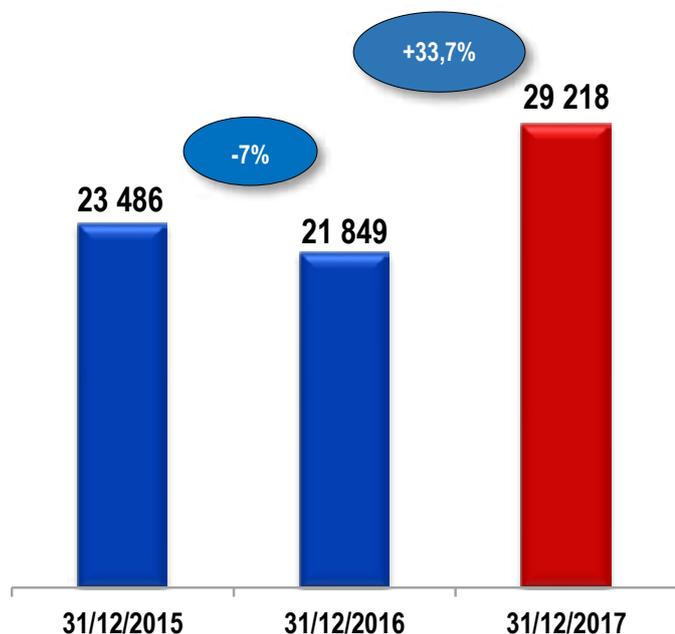
Les Charges Générales d'Exploitation se sont établies au 31 décembre 2017 à **16,1 milliards**, en hausse de **35%** (+4,2 milliards) comparativement à 2016.

Elles se situent à **1,8 milliard** pour CBI Succursale du Sénégal et à **1,7 milliard** pour CBI Succursale du Bénin.

Le coefficient d'exploitation se maintient à **35,5%** au 31 décembre 2017 contre **35,4%** un an plus tôt.

Le Résultat Brut d'Exploitation

Résultat Brut d'Exploitation (en millions de FCFA)

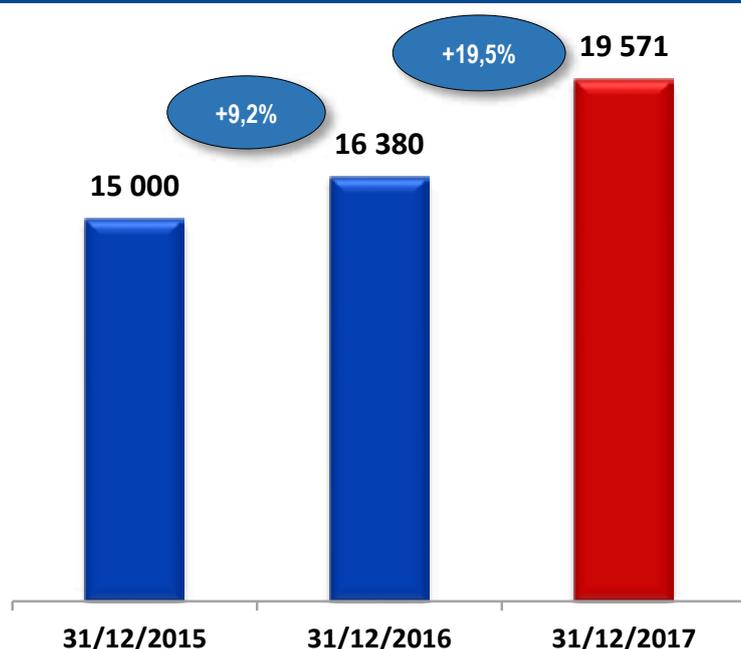


Par rapport au 31 décembre 2016, le Résultat Brut d'Exploitation a évolué de **33,7% (+7,4 milliards)** pour s'établir à **29,2 milliards** à fin décembre 2017.

La contribution des succursales dans la formation du Résultat Brut d'Exploitation est de **289 millions**, dont **106 millions** pour CBI Succursale du Sénégal et **183 millions** pour CBI Succursale du Bénin.

Le Résultat Net

Résultat Net (en millions de FCFA)

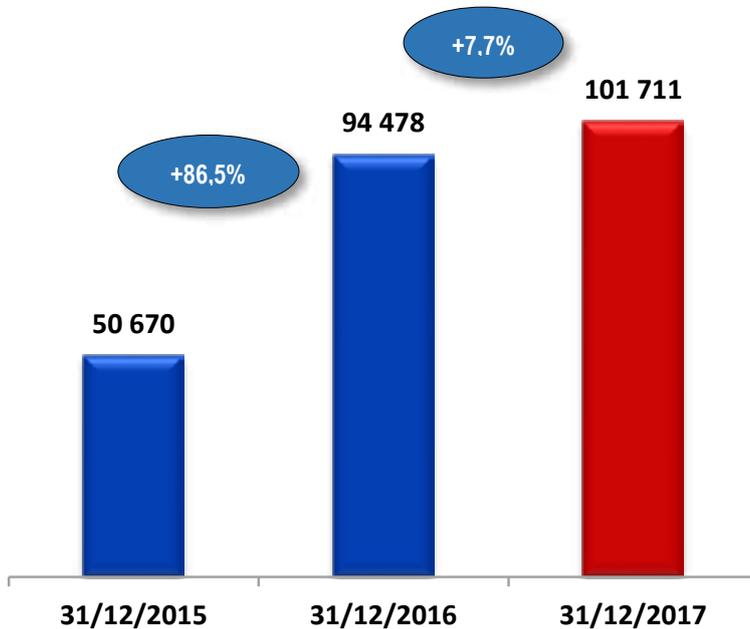


Le Résultat Net à fin 2017, en hausse de **19,5%** comparativement à celui de 2016, s'est établi à **19,6 milliards**, tenant compte d'une charge du risque de **9,2 milliards**, d'un Résultat non courant de **906 millions** et d'une charge fiscale de **1,4 milliard**.

La succursale du Sénégal apporte une contribution positive de **76 millions** et celle du Bénin **168 millions**, après un an d'exercice.

Les Fonds Propres

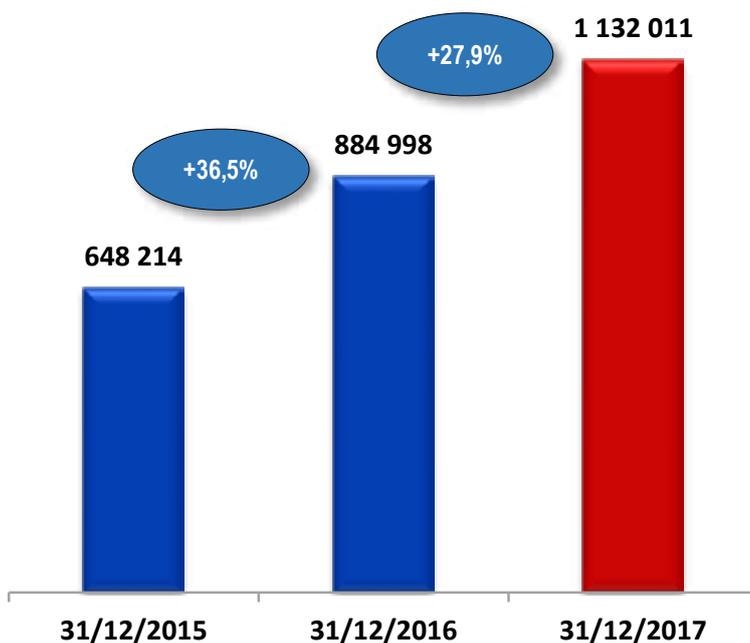
Fonds Propres (en millions de FCFA)



Les Fonds Propres avant le Résultat Net de l'exercice 2017, s'établissent à **101,7 milliards** et se sont appréciés de **7,7%** (+7,2 milliards) depuis le 31 décembre 2016.

Le Total Bilan

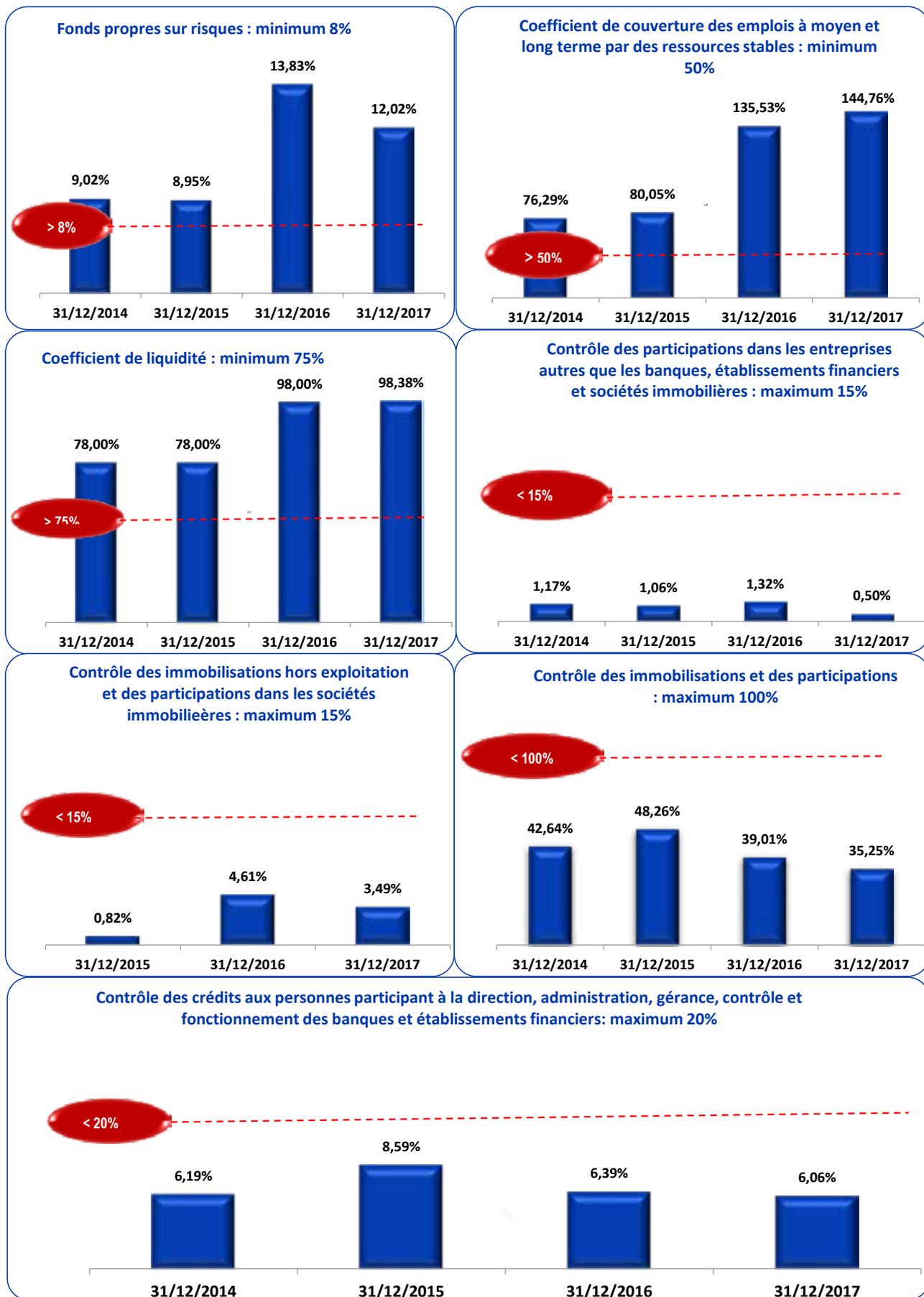
Total Bilan (en millions de FCFA)



Le Total Bilan consolidé s'affiche à **1 132 milliards** au terme de l'exercice 2017, contre **885 milliards** en 2016, soit une augmentation de **27,9%** (+247 milliards), boostée par l'activité des succursales à hauteur de **102,7 milliards (9,1%)**.

L'activité a été financée par les dettes à l'égard de la clientèle à hauteur de **57,3%**, les emprunts et titres à **31,9%** et à **10,8%** par les fonds propres de la Banque.

LES RATIOS PRUDENTIELS



L'ensemble des principaux ratios prudentiels édictés par la BCEAO sont respectés par CBI SA au 31 décembre 2017.

LE COMPTE D'EXPLOITATION COMPARE

Chiffres en millions de francs CFA

RUBRIQUE	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2017	Variation annuelle	
				Brute	%
Marge d'intérêt clientèle	20 032	19 321	23 213	3 892	20,1%
dont Produits clientèle	31 069	32 124	39 568	7 444	23,2%
Charges clientèle	11 037	12 803	16 355	3 552	27,7%
Marge d'intérêt s/opérations de trésorerie	-4 021	-6 784	-8 665	-1 881	27,7%
Produits établissements de crédit	652	1 253	3 522	2 270	181,2%
Charges établissements de crédit	4 673	8 037	12 187	4 151	51,6%
Marge d'intérêt s/opérations de titres et diverses	7 550	11 843	16 505	4 663	39,4%
Produits sur titres de placement	7 701	12 049	16 976	4 928	40,9%
Charges sur titres	151	206	471	265	128,5%
Marge d'intérêts globale	23 561	24 380	31 053	6 673	27,4%
Marge sur commissions	9 944	9 189	13 614	4 425	48,2%
Autres produits / charges bancaires	0	0	602	-	-
PRODUIT NET BANCAIRE	33 505	33 569	45 269	11 700	34,9%
Autres produits & charges bancaires	-282	-389	0	389	-100,0%
Résultat sur immobilisations financières	31	556	0	-556	-100,0%
Charges générales d'exploitation	9 768	11 888	16 051	4 163	35,0%
Charges du personnel	2 938	3 799	5 585	1 786	47,0%
Charges d'exploitation	5 312	6 362	8 257	1 895	29,8%
Dotations aux amortissements	1 518	1 727	2 209	482	27,9%
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	23 486	21 849	29 218	7 369	33,7%
Dotations nettes de reprises	5 464	3 482	9 158	5 677	163,0%
RESULTAT NON COURANT	3 293	407	906	499	122,5%
DOTATIONS FRBG	2 420	420	0	-420	-100,0%
RESULTAT AVANT IMPOT	18 895	18 354	20 966	2 611	14,2%
Impôts sur les sociétés	3 894	1 974	1 395	-580	-29,4%
RESULTAT NET	15 000	16 380	19 571	3 191	19,5%

LE BILAN COMPARE

Chiffres en millions de francs CFA

ACTIF	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2017	PASSIF	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2017
Caisse	11 472	11 198	9 602	Dettes interbancaires	197 545	333 243	359 918
Créances interbancaires	80 152	136 975	208 515	<i>A vue</i>	183 845	314 043	342 918
<i>A vue</i>	55 268	80 147	131 937	Comptes créditeurs	27 996	58 741	98 724
Banque Centrale	25 453	23 392	29 098	Emprunts	155 849	255 302	244 194
Trésor public, CCP	162	571	379	<i>A terme</i>	13 700	19 200	17 000
Autres établissements de crédit	29 652	56 184	102 460	Dettes à l'égard de la clientèle	368 237	419 652	620 502
<i>A terme</i>	24 885	56 828	76 578	Comptes d'épargne à vue	47 862	62 531	80 507
Opérations avec la clientèle	361 111	413 153	542 058	Comptes d'épargne à terme	1 339	1 449	1 578
<i>Portefeuille d'effets commerciaux</i>	15 328	17 068	22 794	Bons de caisse	0	0	1 900
Crédit de campagne	0	0	0	Autres dettes à vue	164 658	199 969	274 682
Crédits ordinaires	15 328	17 068	22 794	Autres dettes à terme	154 378	155 703	261 835
<i>Autres concours à la clientèle</i>	343 945	393 001	508 504	Comptes d'ordre et divers	13 571	18 645	28 106
Crédit de campagne	5 330	15 732	27 030	Dettes représentées par un titre	2 200	1 500	800
Crédits ordinaires	294 879	337 925	438 142	Comptes bloqués d'actionnaire	0	0	0
Comptes ordinaires débiteurs	43 736	39 344	43 332	Provisions pour risques et charges	991	1 100	1 403
Affacturage	0	0	2 454	Provisions règlementées	0	0	0
<i>Créances en souffrance</i>	1 838	3 084	8 306	Fonds affectés	0	0	0
Créances douteuses et litigieuses	17 079	18 841	28 840	Fonds pour risques bancaires généraux	5 126	5 546	5 546
Provisions constituées	15 241	15 757	20 534	Capital	25 000	31 250	32 000
Titres de placement	148 874	256 785	288 934	Primes d'émission	0	30 500	30 500
Immobilisations financières	12 790	20 448	15 960	Réserve spéciale	10 127	12 377	14 834
Immobilisations incorporelles	593	954	1 274	Autres réserves	9 013	14 013	16 263
Immobilisations corporelles	11 088	15 084	20 218	Report à nouveau	1 404	792	2 568
Autres actif et Comptes d'ordre et divers	22 133	30 400	45 449	Résultat	15 000	16 380	19 571
TOTAL ACTIF	648 214	884 998	1 132 011	TOTAL PASSIF	648 214	884 998	1 132 011

SOLUTION DE FINANCEMENT ISLAMIQUE

Une finance **Ethique** et **Responsable** pour tous (Musulmans et Non Musulmans).

NOS COMPTES WADI'A

● PERSONNE PHYSIQUE

- Wadi'a Salarié
- Wadi'a Retraité
- Wadi'a Particulier
- Wadi'a Precaution

● PERSONNE MORALE

- Wadi'a Entreprise Individuelle
- Wadi'a SARL
- Wadi'a SA
- Wadi'a Association, ONG, Projet.

NOS FINANCEMENTS

● PERSONNE PHYSIQUE

- Mourabaha Equipements
- Mourabaha Immobiliers

● PERSONNE MORALE

- Mourabaha Marché
- Mourabaha Importations et Exportations
- Mourabaha Activités - Saisonnières
- Mourabaha Stocks
- Mourabaha Investissements
- Ijara Equipements
- Ijara Immobilier
- Proposition de solution adaptée conforme charia en fonction du besoin exprimé



DISPONIBLE DANS NOS FILIALES SUIVANTES :



Benin



Burkina Faso



Côte d'Ivoire



Mali



Sénégal

LEADER DANS LE FINANCEMENT DES PME & PMI

Les meilleures solutions pour **réaliser vos projets**





**RAPPORTS DES COMMISSAIRES
AUX COMPTES À L'ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE DES ACTIONNAIRES**

Exercice clos le 31 Décembre 2017

Ouagadougou, le 12 mars 2018

Aux Actionnaires de CORIS BANK
International (CBI-SA)OUAGADOUGOU
BURKINA FASO

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

**RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES A L'ASSEMBLEE GENERALE DES
ACTIONNAIRES SUR LES COMPTES ARRETES AU 31 DECEMBRE 2017**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale des actionnaires et en application des dispositions des articles 711 à 714 de l'Acte Uniforme OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE, nous avons l'honneur de vous présenter notre rapport, suite aux contrôles et vérifications effectués sur les états financiers annuels de Coris Bank International SA (CBI- BF SA) pour l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Les comptes de la société sont établis par la Direction Générale de la société et arrêtés sous la responsabilité du Conseil d'Administration de Coris Bank International SA. Il nous appartient de porter à votre connaissance les informations suivantes :

- ✓ les contrôles et vérifications effectués sur les états financiers tels qu'ils sont présentés dans ce rapport avant leur arrêté par le Conseil d'Administration ;
- ✓ les observations sur le contrôle des états financiers ;
- ✓ les irrégularités et les inexactitudes relevées à l'issue de nos travaux ;
- ✓ les conclusions auxquelles conduisent les observations et éventuelles rectifications y afférentes.

Nous avons procédé à l'examen des états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2017. Ces états financiers présentés en annexe du présent rapport se caractérisent par les données suivantes en millions de F CFA :

ELEMENTS	Millions/ FCFA 31/12/17
Total Bilan	1 132 011
Fonds propres effectifs	87 914
Résultat net	19 571

Responsabilité de la direction dans l'établissement et la présentation des états financiers

La Direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers, conformément aux principes et méthodes comptables édictées par le Plan Comptable Bancaire (PCB)

en vigueur dans les Etats Membres de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA). Cette responsabilité comprend : la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs ; le choix et l'application de méthodes comptables appropriées, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité des commissaires aux comptes

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états financiers. Le choix des procédures relève des jugements des commissaires aux comptes, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En procédant à ces évaluations du risque, les commissaires aux comptes prennent en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation sincère des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Notre responsabilité est également de procéder aux vérifications spécifiques prévues par les lois et règlements régissant la vie des sociétés et le secteur bancaire.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

OPINION

A notre avis, les comptes annuels de Coris Bank International SA arrêtés au 31/12/2017 sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle, pour tous leurs aspects significatifs, du résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

LES COMMISSAIRES AUX COMPTES

PAULIN OUEDRAOGO



Paulin OUEDRAOGO
Expert Comptable
Commissaire aux comptes

ACECA INTERNATIONAL SARL



Jean Baptiste SO
Expert Comptable
Commissaire aux comptes

1. FONCTIONNEMENT DES ORGANES SOCIAUX ET DU CONTROLE INTERNE

1.1. Fonctionnement des organes sociaux

Nous n'avons pas d'observations particulières à formuler sur le fonctionnement des organes sociaux de la banque.

1.2. Fonctionnement du contrôle interne

Nous avons examiné les procédures administratives et comptables de la banque pour l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Cet examen a été effectué pour évaluer la fiabilité des enregistrements comptables et de l'information financière dans le but de déterminer la nature, l'étendue et le calendrier des travaux nécessaires à l'expression de notre opinion sur les états financiers.

Cette revue a été effectuée sur la base de sondages et ne saurait prétendre mettre en évidence toutes les faiblesses éventuelles de la banque.

A l'issue de nos contrôles, nous avons émis une lettre de recommandations portant à la fois sur la poursuite de l'amélioration du système de contrôle interne, sur l'organisation comptable et le traitement de l'information.

Eu égard à notre connaissance de Coris Bank International, les recommandations formulées ne sont pas de nature à remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion.

Nous vous informons que durant l'exercice 2017, les rapports périodiques et réglementaires de CBI-BF SA prévus par la circulaire de la Commission Bancaire n°003-2011/CB du 01 février 2011 nous ont été régulièrement transmis.

2. RESPECT DE LA REGLEMENTATION PRUDENTIELLE

Nous avons vérifié le respect par CBI-SA des règles prudentielles applicables aux banques et établissements financiers relatives aux conditions d'exercice de la profession, à la réglementation comptable, à la réglementation des opérations et aux normes de gestion.

A l'issue de nos travaux, nous avons observé que tous les ratios sont conformes aux dispositions prévues par la réglementation bancaire.

La banque a introduit sous cet exercice revue (en 2017), au titre des PME et principalement des gros engagements, quatre (4) dossiers de demande d'accord de classement en faveur de sa clientèle.

3. AUTRES VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

3.1. Rapport de gestion

Conformément aux normes de la profession et aux vérifications prévues par l'article 713 de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et des groupements d'intérêt économique, nous avons procédé aux vérifications spécifiques.

Le Conseil d'Administration de votre société nous a communiqué le rapport de gestion tel que prévu à l'article 713 de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au droit de Sociétés Commerciales et des Groupements d'Intérêt Economique. Nous n'avons aucune observation particulière sur la sincérité et la concordance des informations contenues dans ce document par rapport aux états financiers audités.

3.2. Rémunérations versées aux dix (10) personnes les mieux rémunérées de la société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017

En application des dispositions de l'article 525 de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au Droit des sociétés commerciales et du GIE, nous certifions que le montant global brut des rémunérations versées aux dix (10) personnes les mieux rémunérées au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017 s'élève à la somme de **trois cent quatre-vingt-dix millions neuf cent soixante et un mille trois cent quatre-vingt-quatre francs CFA (F/CFA 390 961 384)**.



**RAPPORT SPÉCIAL DES
COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES RÉMUNÉRATIONS
EXCEPTIONNELLES ACCORDÉES
AUX MEMBRES DU CONSEIL
D'ADMINISTRATION**

Exercice clos le 31 Décembre 2017

RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES REMUNERATIONS EXCEPTIONNELLES ALLOUEES AUX MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Conformément aux dispositions de l'article 432 de l'acte Uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés et du GIE, nous vous présentons notre rapport spécial sur les rémunérations exceptionnelles ainsi que sur les remboursements de frais de voyage au profit des membres du conseil d'administration de Coris Bank International SA au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Aucune rémunération exceptionnelle n'a été versée aux membres du conseil d'administration au cours de l'exercice sous revue.

LES COMMISSAIRES AUX COMPTES

PAULIN OUEDRAOGO



Paulin OUEDRAOGO
Expert Comptable
Commissaire aux comptes

ACECA INTERNATIONAL SARL



Jean Baptiste SO
Expert Comptable
Commissaire aux comptes



**RAPPORT SPÉCIAL DES
COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS
RÈGLEMENTÉES**

Exercice clos le 31 Décembre 2017

RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Mesdames et Messieurs les actionnaires,

Il nous appartient, conformément à l'article 440 du droit des sociétés et du groupement d'intérêt économique OHADA, de vous communiquer les caractéristiques et les modalités essentielles ainsi que toutes les indications, vous permettant d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion des conventions analysées, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien fondé.

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2017, votre conseil d'administration nous a avisé conformément aux articles 438 à 448 de l'Acte Uniforme OHADA de la signature de trois (03) conventions règlementées.

Conventions nouvelles

Convention 1 : signée entre M2I SA et Coris Bank International SA :

- ✓ **Objet** : Prestations de Services à Coris Bank International SA.
- ✓ **Administrateur concerné** : IDRISSE NASSA
- ✓ **Montant** : Non indiqué
- ✓ **Durée** : deux (2) ans renouvelable par tacite reconduction.
- ✓ **Rémunération** : suivant la grille tarifaire de M2I.
- ✓ **Effets produits durant l'exercice sous revue** : F/CFA 221 401 550 (dont 99 271 550 FCFA en charges et 122 130 000 FCFA en immobilisations).
- ✓ **Date d'échéance** : 14/05/2019
Dans le contrat d'assistance et conseil technique, une refacturation au titre de la mise à disposition d'experts métiers et correspondant aux Jours/Hommes consommés : NEANT.

Convention 2 : signée entre Coris Holding SA et Coris Bank International SA succursale du Bénin :

- ✓ **Objet** : Assistance et conseil technique à Coris Bank International succursale du Bénin;
- ✓ **Administrateur concerné** : IDRISSE NASSA
- ✓ **Montant** : Non indiqué
- ✓ **Durée** : un (1) an renouvelable par tacite reconduction.
- ✓ **Effets produits durant l'exercice** : TTC/CFA 27 536 025
Dans le contrat d'assistance et conseil technique, une refacturation au titre de la mise à disposition d'experts métiers et correspondant aux Jours/Hommes consommés : NEANT.
- ✓ **Date d'échéance** : 09/11/2018

Convention 3 : signée entre Coris Holding et Coris Bank International SA succursale du Sénégal :

- ✓ **Objet** : Assistance et conseil technique à Coris Bank International succursale du Sénégal :
- ✓ **Administrateur concerné** : IDRISSE NASSA
- ✓ **Montant** : Non indiqué
- ✓ **Durée** : un (1) an renouvelable par tacite reconduction.
- ✓ **Effets produits durant l'exercice** : TTC F/CFA 36 043 571
Dans le contrat d'assistance et conseil technique, une refacturation au titre de la mise à disposition d'experts métiers et correspondant aux Jours/Hommes consommés : NEANT.
- ✓ **Date d'échéance** : 10/11/2018

Convention ancienne

1. Convention 1 : signée entre Coris Holding et Coris Bank International SA :

- ✓ **Objet** : Assistance et conseil technique à Coris Bank International SA ;
- ✓ **Administrateur concerné** : IDRISSE NASSA
- ✓ **Montant** : Non indiqué (les prestations bénéficient d'un prorata de déduction, ramenant la proportion de TVA à 92.00%).
- ✓ **Effets produits durant l'exercice** : HT F/CFA 1 670 865 704 soit TTC F/CFA 1 970 313 573.

LES COMMISSAIRES AUX COMPTES

PAULIN OUEDRAOGO



Paulin OUEDRAOGO
Expert Comptable
Commissaire aux comptes

ACECA INTERNATIONAL SARL



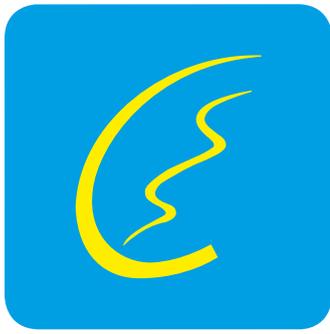
Jean Baptiste SO
Expert Comptable
Commissaire aux comptes



PERSPECTIVES

Les perspectives 2018 se déclinent comme suit :

1	Amorcer la mise en oeuvre du plan stratégique 2018 – 2022 ;
2	Impulser une dynamique plus forte de collecte des dépôts de la clientèle;
3	Renforcer le dispositif de gestion des risques et du système de contrôle, en relation avec le nouveau dispositif prudentiel;
4	Renforcer les actions de recouvrement ;
5	Assurer le financement sain et sélectif de l'économie ;
6	Renforcer le dispositif de lutte contre le blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme ;
7	Lancer des offres de produits et services innovants, dont l'offre digitale ;
8	Assurer les chantiers réglementaires relatifs aux nouveaux cadres comptable et prudentiel Bâle II / III ;
9	Travailler à accroître le niveau des commissions.



CORIS MONEY
Simple et cool !

SOLUTION DE PAIEMENT MOBILE



**SIMPLE
& COOL**

**DÉPÔT & RETRAIT D'ARGENT • TRANSFERT
PAIEMENT DE BIENS ET SERVICES • PAIEMENT DE FACTURES**



Sécurité et liberté avec nos cartes





Profitez de services sur-mesure